

## **RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**N° 2020SGAMI57048 du 04 décembre 2020  
relatif aux travaux de réhabilitation d'espaces d'instruction dans les hangars HM 51 52 53 – Ecole de gendarmerie de DIJON - 21.**

*PROCEDURE ADAPTEE*

*Établie en application du code de la commande publique.*

**DATE ET HEURE LIMITE DE DÉPÔT DES OFFRES :  
Le mardi 26 janvier 2021 à 11h00.**

Le présent RC comprend 14 pages numérotées de 1 à 14

# SOMMAIRE

ARTICLE – 1 – OBJET ET CARACTÉRISTIQUES DE LA CONSULTATION.....	3
1. Objet de la consultation.....	3
2. Décomposition en lots / Prestations Supplémentaires Eventuelles.....	3
3. Variantes.....	3
ARTICLE – 2 – REPRÉSENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR – INTERVENANTS.....	3
1. Maître d’ouvrage – Pouvoir adjudicateur.....	3
2. Maître d’ouvrage – Conduite d’opération.....	4
ARTICLE – 3 – VALIDITÉ ET DURÉE DU MARCHÉ.....	4
1. Validité du marché.....	4
2. Durée du marché.....	4
ARTICLE – 4 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE LA CONSULTATION.....	4
1. Étendue de la consultation.....	4
2. Modalité de la consultation.....	4
3. Conditions de participation.....	4
4. Contenu du dossier de consultation.....	5
5. Unité monétaire.....	5
6. Langue.....	5
7. Rectificatifs en cours de consultation.....	5
8. Sanctions pour fausses déclarations.....	5
ARTICLE – 5 – PRÉSENTATION ET CONDITIONS D’ENVOI DES OFFRES.....	5
1. Étendue de la consultation.....	5
2. Date limite de dépôt des offres électroniques.....	5
3. Information.....	5
4. Visite du site.....	6
5. Modalités de dépôt des offres électroniques.....	6
Remise de plis par voie électronique.....	6
6. Modalités de présentation des offres électroniques.....	7
A) Sous-dossier « CANDIDATURE ».....	8
B) Sous-dossier « OFFRE ».....	9
ARTICLE – 6 – MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX.....	10
1. Contenu des prix.....	10
2. Forme des prix.....	10
ARTICLE – 7 – MODE DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ.....	11
ARTICLE – 8 – CONDITIONS DE PARTICIPATION – JUGEMENT DES PROPOSITIONS.....	11
1. Conditions de participation.....	11
A) Capacité économique et financière – références requises.....	11
B) Références professionnelles et capacité technique – références requises.....	11
2. Conditions d’attribution.....	12
3. Choix du candidat.....	12
4. Négociation.....	13
ARTICLE – 9 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	13
ARTICLE – 10 – MÉDIATION.....	13
ARTICLE – 11 – RECOURS.....	14

## ARTICLE – 1 – OBJET ET CARACTÉRISTIQUES DE LA CONSULTATION

### 1. **Objet de la consultation**

Les dispositions du présent règlement de la consultation (RC) concernent les :

- travaux de réhabilitation d'espaces d'instruction dans les hangars HM 51 52 53 – Ecole de gendarmerie de DIJON - 21 - 917 route de l'aviation.

Les modalités pratiques d'exécution sont définies dans le cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

### 2. **Décomposition en lots / Prestations Supplémentaires Eventuelles**

#### **Lot 1 : Maçonnerie**

PSE 1 : Mise en peinture des murs en maçonnerie brute du bâtiment créé dans le HM 53

#### **Lot 2 : Couverture – Désenfumage**

PSE 1 : Pour le hangar HM 52 : flocage régulateur de condensation type VERMAPOR, en sous-face de couverture accessible du hangar HM 53 (ateliers 1 et 2...) : flocage régulateur de condensation type VERMAPOR, en sous face des bacs de couverture existants.

#### **Lot 3 : Doublage – Cloisons – Plafonds – Isolation – Peinture**

PSE 1 : Isolant complémentaire déroulé sur les faux-plafonds SHEDISOL, ép. 200 mm.

#### **Lot 4 : Menuiseries Extérieures et Intérieures – Serrurerie**

#### **Lot 5 : Résine de sol**

PSE 1 : Plus-value pour système type MASTERTOP 1324 PLUS

- Plinthes à gorge au gel de résine ou plinthes PVC avec bavette caoutchouc
- Moins-value pour résine EPOXY phase aqueuse (revêtement dur)
- Garage 2 du HM 52 : plus-value pour marquage au sol de bandes colorées pour terrain sportif

#### **Lot 6 : Carrelage – Faïence**

#### **Lot 7 : Electricité – Alarme Incendie**

#### **Lot 8 : Plomberie – Sanitaire – Chauffage – Ventilation**

PSE 1 : Plus-value pour Aérothermes gaz à condensation et à modulation de puissance et de débit.

### 3. **Variantes**

Les variantes **sont acceptées**. Les entreprises chiffreront obligatoirement l'offre de base. Les variantes proposées par les entreprises devront faire l'objet d'une présentation complémentaire bien distincte de l'offre de base et seront, si nécessaire, accompagnées d'une note technique.

Toute variante incluse dans l'offre remise qui ne serait pas expressément qualifiée de « variante » serait nulle de plein droit.

## ARTICLE – 2 – REPRÉSENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR – INTERVENANTS

### 1. **Maître d'ouvrage – Pouvoir adjudicateur**

Le général de brigade Edouard HUBSCHER,  
commandant la région de gendarmerie Bourgogne Franche-Comté,  
Commandant le groupement de Gendarmerie départementale de Côte d'Or  
Quartier Deflandre  
30 boulevard Maréchal JOFFRE

## **2. Maître d'ouvrage – Conduite d'opération**

Détachement de l'Immobilier Domanial  
Quartier DEFLANDRE  
30 Boulevard Maréchal JOFFRE  
21000 DIJON

Monsieur RICHARD Hervé – 06 88 36 39 08 – [hervé.richard@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:hervé.richard@gendarmerie.interieur.gouv.fr)  
Major GLOREL Richard – 06 43 44 32 01 – [richard.glorel@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:richard.glorel@gendarmerie.interieur.gouv.fr)

## **ARTICLE – 3 – VALIDITÉ ET DURÉE DU MARCHÉ**

### **1. Validité du marché**

Le marché de travaux prend effet dès la notification du marché. L'exécution débute à la notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux.

### **2. Durée du marché**

Le délai d'exécution des travaux est fixé à cinq (5) mois y compris la période de préparation d'un(1) mois.

## **ARTICLE – 4 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE LA CONSULTATION**

### **1. Étendue de la consultation**

La présente consultation est établie dans le cadre d'une procédure adaptée conformément à *l'article R2123-1 du code de la commande publique* ; ainsi que selon les dispositions énoncées dans le CCAG – Travaux.

### **2. Modalité de la consultation**

En application de *l'article L2132-2 et l'article R2132-7 du code de la commande publique*, les soumissionnaires répondront sous forme dématérialisée sur le site : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>, la référence de la consultation attribuée à l'opération étant :

**2020SGAMI57048**

Code CPV principal :

45262522 : Travaux de maçonnerie  
45261210 – 42521000 - 45442100 : Travaux de couverture et désenfumage  
45421152 – 45320000 : Doublages – Cloisons- Plafonds – Isolation – Peinture  
454211500 – 44316500 : Menuiseries Extérieures et Intérieures – Serrurerie  
45432130 : Résine de sol  
45431000 : Carrelage – Faïence  
45311200 – 45312000 : Electricité – Alarme incendie  
45330000 : Plomberie – Sanitaire – Chauffage – Ventilation

### **3. Conditions de participation**

La participation à la présente consultation vaut acceptation sans restriction du présent règlement de consultation.

Le candidat prend en charge tous les frais consécutifs au dépôt de sa candidature et de son offre.

#### **4. Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation est constitué des pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun et par lot ;
- L'acte d'engagement par lot (ATTRI 1) ;
- La DPGF par lot ;
- L'attestation de visite ;
- Les formulaires : lettre de candidature (DC1) ; déclaration du candidat (DC2) ; déclaration de sous-traitance (DC4) pour information.

#### **5. Unité monétaire**

L'unité monétaire du marché est l'euro.

#### **6. Langue**

Tous les documents constituant l'offre sont impérativement rédigés en langue française conformément à la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française.

#### **7. Rectificatifs en cours de consultation**

Au cours de la consultation, le représentant du pouvoir adjudicateur peut se trouver dans l'obligation d'effectuer des rectificatifs au dossier de consultation, susceptibles d'entraîner la modification de l'offre des candidats.

Les candidats devront répondre sur la base du dossier de consultation modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet.

En fonction de l'importance des rectificatifs apportés, le pouvoir adjudicateur pourra accorder un délai supplémentaire et modifier la date limite de dépôt des offres.

Les sociétés ayant retiré un dossier de consultation et enregistrées au registre de retrait seront alors informées par une correspondance électronique transmise via la plateforme des achats de l'Etat.

#### **8. Sanctions pour fausses déclarations**

Selon la réglementation en vigueur, un candidat peut être exclu temporairement ou définitivement des marchés passés par le ministère de l'intérieur, en cas d'inexactitude des renseignements fournis.

### **ARTICLE – 5 – PRÉSENTATION ET CONDITIONS D'ENVOI DES OFFRES**

#### **1. Étendue de la consultation**

Le délai de validité des offres est de cent quatre-vingt (180) jours à compter de la date limite de réception des offres.

#### **2. Date limite de dépôt des offres électroniques**

Les offres doivent impérativement être déposées avant le :  
mardi 26 janvier 2021 à 11h00

#### **3. Information**

Lors de l'établissement de leur offre, les candidats sont réputés avoir pris connaissance des documents contractuels administratifs et techniques.

Le candidat présente une offre pour la totalité des prestations définies par le cahier des clauses tech-

niques particulières.

#### **4. Visite du site**

La visite du site n'est pas rendue obligatoire, elle est vivement conseillée. Les candidats doivent prendre contact auprès de la personne suivante pour prendre rendez-vous :

Major GLOREL Richard – 06 43 44 32 01 – richard.glorel@gendarmerie.interieur.gouv.fr  
AEC MERCIER Monsieur Samuel MERCIER – 06 30 26 05 71 – aec.mercier@orange.fr

Les dates de visites sont fixées au :  
- 11 et 12 janvier 2021 à 9h00

Pour chaque personne qui représentera l'entreprise, une copie numérisée (agrandie pour une meilleure lisibilité) du recto et verso de la pièce d'identité sera communiquée au moins une semaine avant la date de visite au correspondant ci-dessus.

Lors de la visite du futur chantier, les entreprises devront **impérativement** se munir de l'attestation de visite jointe dans le DCE qui sera visée par le correspondant désigné ci-dessus ou un représentant.

#### **5. Modalités de dépôt des offres électroniques**

La réponse électronique aux marchés publics est obligatoire depuis le 1er octobre 2018.

##### **Remise de plis par voie électronique**

Chaque candidat devra produire un dossier complet comprenant les pièces mentionnées au paragraphe 6 du présent article dans un fichier « candidature et offre ».

##### **Information du site des Marchés Publics de l'État :**

*Point d'attention : Les opérations de maintenance de la plateforme ont généralement lieu le mercredi soir entre 19h et 22h. Pendant ces quelques heures, la plateforme est indisponible, le dépôt d'une réponse est donc impossible.*

*Pensez à tenir compte de cette plage horaire de potentielle indisponibilité dans l'organisation de votre dépôt.*

***Le guide pratique de la dématérialisation pour les entreprises est disponible par le lien suivant :***

[https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions\\_services/daj/marches\\_publics/dematerialisation/20180601\\_Guide-MP-dematerialisation-2018-OE.pdf](https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/dematerialisation/20180601_Guide-MP-dematerialisation-2018-OE.pdf)

***Une fiche informative sur la dématérialisation est portée à votre connaissance par le lien suivant :***

[https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions\\_services/dae/doc/20180314\\_fiche\\_entreprise\\_de\\_mat.pdf](https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/dae/doc/20180314_fiche_entreprise_de_mat.pdf)

*Pour rappel, il est fortement recommandé de tester la configuration de son poste quelques jours avant le dépôt d'une offre. Il est également possible de tester le dépôt d'une réponse sur une consul-*

tation de test (menu Aide).

La transmission des documents par voie électronique devra impérativement respecter les formats électroniques suivants : .doc , .odt, .xls , .calc , .ppt , .pdf et .zip.

i. Remise des offres par voie électronique :

Les fichiers mentionnés au paragraphe 4 de l'article 4 du présent règlement de la consultation devront être téléchargés dans la salle des consultations sur le site : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>

La durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès à Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés ; tout pli qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limites de réception des offres sera considéré comme hors délai.

ii. Copie de sauvegarde

Afin d'éviter une défaillance du système informatique, **il est vivement conseillé** aux concurrents de transmettre à l'acheteur public une copie de sauvegarde du dossier « candidature et offre » sur support papier.

Cette copie doit impérativement comporter une enveloppe intérieure pour la candidature et l'offre.

Le pli extérieur devra être scellé, porter la mention « **Copie de sauvegarde** » ainsi que les informations suivantes :

**Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur EST (SGAMI EST)**

Direction de l'Administration Générale et des Finances

Bureau de la Commande Publique

Espace Riberpray – Rue Belle Isle

B.P. 51 064 – 57 036 METZ CEDEX 01

**NE PAS OUVRIR – MARCHE 2020SGAMI57048- COPIE DE SAUVEGARDE**

Lorsqu'elles ne sont pas accompagnées d'une copie de sauvegarde, les candidatures et les offres transmises par voie électronique et dans lesquelles un programme malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peuvent faire l'objet d'une réparation.

Un document électronique relatif à la candidature, dans lequel un programme malveillant a été détecté et dont la réparation a échoué, est réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé dans les conditions fixées par l'article R2181-1 du code de la commande publique. Toutefois, le pouvoir adjudicateur peut décider de faire application de l'article R2144-2 du code de la commande publique et demander à l'entreprise de procéder à un nouvel envoi du document.

## **6. Modalités de présentation des offres électroniques**

**\*Dans le cadre d'une candidature DUME :**

**La réponse par le Document Unique de Marché Européen (DUME) est fortement recommandée.**

**Le DUME est un formulaire standard de l'Union Européenne qui peut être utilisé pour candidater aux marchés publics.**

Pour renseigner votre DUME, il vous suffit de vous rendre sur le profil d'acheteur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&searchAnnCons>

- Référence : **2020SGAMI57048** et de choisir le DUME comme modalité de réponse. Le DUME est notamment pré-rempli sur la base du numéro SIRET. Il permet de :

- bénéficier d'une reprise des données légales de l'entreprise (raison sociale, adresse, mandataires sociaux)
- bénéficier d'une reprise des données concernant la taille de l'entreprise et son chiffre d'affaires global
- d'attester du respect des obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS).

Il vous appartiendra de compléter les autres informations.

Le DUME rend également possible la récupération automatique de certaines attestations à fournir lors de l'attribution du marché. Ces attestations sont récupérées dès la validation du formulaire et l'entreprise est libre de les utiliser ou non. *[La possibilité de leur visualisation pour compléter sa candidature en cas d'informations obsolètes ou inadaptées reste à la discrétion du profil d'acheteur. A adapter en fonction des fonctionnalités permises par le profil d'acheteur].*

Chaque candidat transmettra sa candidature et son offre dans une seule et même enveloppe (pour les envois papiers – copie de sauvegarde) ou fichier (pour les envois dématérialisés).

Cette enveloppe ou fichier contiendra **IMPERATIVEMENT** les documents suivants :

**A) Sous-dossier « CANDIDATURE »**

Ce sous-dossier contient les pièces relatives à la CANDIDATURE et est à adapter selon réponse par DUME :

- **La lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses co-traitants, (formulaire DC1)**, mentionnant si le candidat se présente seul ou en groupement et, dans ce dernier cas, faisant apparaître tous les membres du groupement ;
- **La déclaration du candidat (formulaire DC2)**, à fournir par chaque membre du groupement en cas de candidature groupée, mentionnant les renseignements ou accompagnée des éléments permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières des candidats ;
- **Un acte d'engagement par lot (formulaire ATTRI 1)** renseigné par la personne habilitée à engager juridiquement et financièrement la société ;
- **Une déclaration sur l'honneur attestant de la régularité du candidat au regard du droit d'accès à la commande publique**, pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-11 du code de la commande publique, ou la déclaration sur l'honneur figurant à la rubrique F de la déclaration du candidat (formulaire DC1) ;



- **La copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire ;**
- **Un extrait Kbis ;**
- **La copie du pouvoir de la personne ayant la capacité à engager la société ou tout document faisant apparaître l'identité et la capacité de la ou des personne(s) habilitée(s) à engager l'entité candidate** quelle que soit la forme juridique de cette entité (société, artisan, association ou autre). En cas de transfert de cette personne, ce transfert devra être prouvé par la production d'un mandat, d'un pouvoir ou d'une délégation signé(e) par une personne officiellement habilitée à engager la société.

Toute subdélégation devra également être prouvée par la production d'un mandat, d'un pouvoir ou d'une délégation signé(e) par une personne régulièrement déléguée.

- **Une attestation d'assurance en responsabilité civile d'exploitation et de toute autre assurance détenue utile à l'exercice de la profession**, ainsi que ses conditions générales de vente (ces dernières permettront de connaître la valeur plafond de remboursement en cas de problèmes survenant pendant l'exécution des prestations) ;
- **La déclaration éventuelle de sous-traitance** (formulaire DC4), dûment remplie et signée, et les pièces qui y sont réclamées en fonction de la situation du candidat ;
- **Les documents justifiant la capacité professionnelle, technique et financière décrites à l'article 8 – 1 du présent règlement de la consultation ;**
- L'attestation de visite fournie lors de la visite (fortement conseillée).

Les candidats étrangers produiront les certificats équivalents dans leur pays d'origine ou une déclaration sous serment en langue française.

L'attention des candidats est attirée sur l'importance de la production des pièces du sous-dossier "CANDIDATURE". Celles-ci permettent d'évaluer la capacité des candidats quant à la bonne exécution du ou des marchés en cas d'attribution.

La présentation d'une candidature succincte peut être préjudiciable pour le candidat.

En cas d'inexactitude des renseignements fournis, le marché pourra être résilié par le Représentant du pouvoir adjudicateur, aux torts du contractant et sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité.

## **B) Sous-dossier « OFFRE »**

Ce sous-dossier contient les pièces relatives à l' « OFFRE » :

- **La DPGF par lot** datée et signée ; ce document du dossier de consultation est à compléter entièrement et pour chacun des lots ;
- **Le cahier des clauses techniques particulières commun et par lot (CCTP)** paraphés et signés ;

- **Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)** paraphé et signé ;
- **Le planning de l'opération** paraphé et signé ;
- **Les pièces graphiques de l'opération** paraphée et signée ;
- **Un mémoire technique** :
  - Note méthodologique sur la typologie d'intervention et moyens (humains avec CV, techniques) avec le personnel affecté à l'opération pour tenir le planning ;
  - Mémoire technique : l'entreprise fournira un mémoire présentant les installations qu'elle envisage de réaliser. Ce mémoire, le plus clair et exhaustif possible devra permettre d'apprécier le savoir faire de l'entreprise et la bonne prise en compte des sujétions techniques du marché et démontrer la méthodologie d'intervention en site occupé ainsi que la qualité des prestations. Il sera agrémenté de toute pièce que jugerait utile le candidat pour sa bonne compréhension, tels que les fiches techniques, plans, etc... Il devra être commenté et ne pas être une simple redite du CCTP. De plus l'entreprise précisera l'approche environnementale retenue notamment au vu de la gestion des déchets et de la prise en compte de l'approvisionnement et du choix des matériaux.
  - Nuisances et qualité. L'entreprise indiquera les mesures prises pour : les personnes présentes, la réduction des nuisances, la propreté du chantier, la fréquence de nettoyage, la protection contre la poussière, la liberté d'accès aux zones de travail, la gestion des coupures de fluides (eau, électricité, réseaux divers), l'information des occupants, ainsi que toutes les mesures nécessaires pour atténuer les nuisances liées aux travaux.

L'entreprise se doit de répondre aux prestations correspondantes au dossier et ne doit pas être généraliste. Les informations relatives aux prestations demandées doivent être en corrélation avec le dossier travaux.

- **Le relevé d'identité bancaire (RIB)** de l'entité qui émettra la facture.

**L'ensemble de ces documents hormis le RIB sera accompagné d'une signature électronique.**

Lors de l'établissement de leur offre, les candidats sont réputés avoir pris connaissance des documents contractuels administratifs et techniques.

## **ARTICLE – 6 – MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX**

### **1. Contenu des prix**

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, la main d'œuvre, le déplacement et autres charges de toutes natures nécessaires à la réalisation de la prestation.

Les prix sont établis aux conditions économiques du mois précédent celui de la date limite de dépôt des offres.

### **2. Forme des prix**

La forme des prix est définie à l'article 10 du *Cahier des Clauses Administratives Particulières* atta-

ché à ce règlement de la consultation.

Ces prix doivent être établis à l'unité réglementaire hors taxes, à la fois en chiffres et en toutes lettres et ne doivent pas comporter plus de deux décimales.

Les prix sont ceux indiqués dans la DPGF par lot (annexe du formulaire *ATTRI 1*).

## ARTICLE – 7 – MODE DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ

Le mode de règlement des factures est le virement par mandat administratif.

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours.

Le délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

## ARTICLE – 8 – CONDITIONS DE PARTICIPATION – JUGEMENT DES PROPOSITIONS

### 1. **Conditions de participation**

La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, et notamment par des références de chantiers similaires.

#### A) **Capacité économique et financière – références requises**

Sur les trois dernières années : le chiffre d'affaires global et, en cas d'entreprises exerçant plusieurs corps de métier, le chiffre d'affaires en travaux spécifique pour le ou les lots considérés.

Les entreprises de création récente sont invitées à justifier de leurs capacités financières, techniques ainsi que de leurs références professionnelles par tout moyen.

#### B) **Références professionnelles et capacité technique – références requises**

Références du candidat sur des prestations similaires exécutées au cours des 3 dernières années en précisant les lieux, années d'exécution, montant du chantier et les coordonnées des clients.

De plus le candidat joindra à l'appui de sa proposition :

- Une déclaration indiquant ses effectifs et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;
- Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le prestataire dispose pour l'exécution de la prestation et qui seront mis en œuvre sur les sites .

Conformément aux dispositions de l'article L2142-1 du code de la commande publique, l'absence de références relatives à l'exécution de marchés de même nature ne peut pas entraîner l'élimination d'un concurrent. Dans ce cas, l'appréciation de sa compétence s'effectuera sur la base de ses capacités professionnelles, techniques et financières.

## 2. Conditions d'attribution

Le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse se fera en fonction de la méthode d'analyse suivante :

<u>Critères d'attribution</u>	<u>Note</u> (sur 100 points)
<b>Prix</b>	<b>50</b>
<b>Valeur technique notée sur :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Mémoire technique comportant le descriptif des fournitures, la qualité des matériaux, mise en œuvre et SAV</li><li>• La notice explicative et méthodologique de conduite d'opération</li><li>• La liste des moyens, matériels et personnels engagés pour l'exécution de ce chantier (CV) <i>Voir article 5-6-B du présent RC</i></li></ul>	<b>40</b>
<b>Planning détaillé</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Pour chaque hangar, l'entreprise fournira un planning détaillé reprenant l'ensemble des tâches avec points critiques.</li></ul>	<b>10</b>

À l'issue de l'étude, chaque candidat se verra attribuer une note sur 100 points.

Zéro (0) étant la moins bonne note et cent (100) étant la meilleure note. La meilleure note obtenue permettra de déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse. L'administration se réserve le droit de demander aux candidats de préciser ou de compléter la teneur de leur offre.

## 3. Choix du candidat

Les offres sont classées par ordre décroissant.

L'offre la mieux classée est retenue en tenant compte des critères énumérés ci-dessus au présent règlement de la consultation.

À la demande de l'administration, le candidat retenu devra produire les documents suivants dans un délai de 10 jours à compter de la date de la demande par le pouvoir adjudicateur :

### 1<sup>ère</sup> Pièce

- Les copies de l'original des attestations des organismes fiscaux ou sociaux (URSSAF)  
**OU**
- État annuel des certificats reçus (NOTI 2 joint)  
**OU**
- Document équivalent pour les sociétés étrangères (*article R2143-7 du code de la commande publique*)

### 2<sup>ème</sup> Pièce

- Justificatif de l'inscription au registre du commerce  
**OU**
- Justification de l'inscription à un registre professionnel  
**OU**
- Document équivalent pour les sociétés étrangères

#### Autres pièces

- Attestation sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des *articles L3243-1 à L3243-2 et L3243-4 et L620-3 du code du travail* ;
- Pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins d'un an, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises ou tout autre document officiel attestant de la création de la société dans l'année.

**Si les pièces énumérées ci-dessus ne peuvent être téléchargées par le représentant du pouvoir adjudicateur via une plateforme numérique d'accès gratuite, l'administration se réserve le droit de demander au candidat de produire lesdites pièces lors de l'analyse.**

**Si le candidat retenu ne peut produire ces certificats dans les temps, son offre est rejetée.**

Dans ce cas, l'élimination du candidat est prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur qui présente la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

#### **4. Négociation**

En application de l'article R2123-5 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur **se réservera la possibilité de négocier** avec les trois (3) premiers candidats dans l'ordre du classement des offres.

Le candidat qui ne donnera pas suite aux sollicitations adressées en vue de participer à la phase de négociation sera réputé maintenir son offre initiale.

#### **ARTICLE – 9 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**

Pour obtenir toute information administrative ou technique complémentaire sur cette consultation, le candidat doit déposer les questions via la plateforme des achats de l'État jusqu'au **mardi 19 janvier 2021 inclus** :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>, veuillez renseigner la référence de la consultation attribuée à l'opération : **2020SGAMI57048**.

#### **ARTICLE – 10 – MÉDIATION**

En cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, les acheteurs et les titulaires peuvent recourir au médiateur des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics aux coordonnées suivantes :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de

Lyon DIRECCTE

À l'attention du CCIRA de Lyon

1 boulevard Vivier Merle

69443 LYON CEDEX 03

Mme Anita AUBIN (DIRECCTE à Lyon) Tél : 04 26 99 28 33

Courriel : [ara.ccira@direccte.gouv.fr](mailto:ara.ccira@direccte.gouv.fr)

## ARTICLE – 11 – RECOURS

Tout litige pouvant intervenir à l'occasion de la procédure de passation et d'exécution du présent marché sera de la compétence exclusive du :

Tribunal administratif de DIJON  
22, rue d'Assas  
BP 61616  
21016 Dijon CEDEX  
Téléphone : 03.80.73.91.00

**Pour le Préfet et par délégation,  
L'adjointe au Directeur de l'Administration  
Générale et des Finances**



Céline KLEIN